

décisions plus restreints, de façon que ces décisions soient prises davantage au niveau des ateliers, je n'ai jamais vu de preuves convaincantes.

Où sont les nouveaux emplois qui devaient résulter de ces fusions et de ces acquisitions? Qu'en est-il de la nouvelle technologie? Et les nouvelles idées? Et la nouvelle efficacité? Tout reste à prouver. Je suis convaincu que l'accord commercial entraînera une série sans fin d'acquisitions d'entreprises. C'est ce que les économistes appellent la rationalisation des entreprises nord-américaines, rationalisation en faveur des entreprises américaines aux dépens des travailleurs canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, on en entend parler tous les jours. Les élections à peine terminées, les fermetures d'usines, les fusions, les acquisitions se sont multipliées: Gillette, British Footwear, Northern Telecom, Texaco, Wardair, Consolidated Bathurst. La liste est longue.

Alliez cette concentration de plus en plus forte du pouvoir économique à Montréal, Toronto, et particulièrement chez nos voisins, à une déréglementation et à une privatisation des services de transport sous la conduite du gouvernement—Air Canada, VIA Rail, le Canadien national—et vous aurez tout ce qu'il faut pour que se vident les petites localités et les campagnes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion dans ma pratique privée du droit de comparaître à plusieurs reprises devant des organismes de réglementation fédéraux et provinciaux. On avait l'habitude de lire dans nos lois: «De commodité et de nécessité publiques». Cela voulait dire que quiconque voulait être autorisé à transporter des marchandises ou des passagers au Canada devait prouver que le public avait besoin de ses services et qu'il traiterait tous les Canadiens sur un pied d'égalité où qu'ils vivent. Cette exigence a été supprimée et c'est maintenant le marché qui fait la loi.

En ce qui concerne la privatisation, nous avons été témoins de la suppression et de l'affaiblissement de l'infrastructure des transports publics au Canada, parce que tous les Canadiens devaient bénéficier des mêmes services, peu importe où ils vivaient. Les services d'Air Canada ont maintenant été réduits à Stephenville, à Sydney—je pourrais énumérer toutes les localités touchées. Les passagers paieront les mêmes tarifs, mais ils ne recevront pas les mêmes services et ils ne voyageront pas dans le même type d'avion. Il y aura bientôt des décisions à prendre dans le dossier de VIA Rail. Qu'est-ce que les conservateurs ont dit pendant les années où ils étaient dans l'opposition? Ils soutenaient qu'il fallait renforcer VIA Rail et prévoir des trains de passagers à grande

*L'Adresse—Le très hon. John Turner*

vitesse, particulièrement dans le corridor Québec-Windsor, ce qui nous permettrait de faire concurrence aux autres nations industrielles et de soulager ainsi nos aéroports, tout comme nos routes de plus en plus encombrées près des grandes villes, et de réduire la pollution automobile.

En 1985, le vice-premier ministre a déclaré qu'il était temps de renforcer et de rentabiliser VIA et d'en faire un réseau national que les Canadiens utiliseraient et dont ils seraient fiers. Il s'agit du député de Vegreville.

L'actuel ministre des Transports (M. Bouchard) envisage de supprimer le service voyageurs au Canada, avec l'appui du premier ministre qui menace de mettre fin à ce service, si les Canadiens ne l'utilisent pas, et mentionne que le taux d'occupation des trains s'établit à seulement 20 p. 100.

Eh bien, il se trompe encore. Selon VIA, le chiffre exact est 52,4 p. 100 et ce pourcentage est encore plus élevé sur les lignes situées dans les régions densément peuplées. Comme mon collègue de Miramichi le disait si bien, si le premier ministre est déterminé à démanteler VIA Rail, le moins qu'il puisse faire, c'est de dire la vérité à la population.

**Mme Copps:** Ce serait tout un changement!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Ce matin, il y avait une réunion du caucus de l'Atlantique présidé par le député de Beauséjour, circonscription du Nouveau-Brunswick. Nous avons entendu les travailleurs du Canada atlantique exprimer des craintes face à leur avenir et leur emploi devant l'intention du gouvernement conservateur de démanteler VIA Rail. Nous savons maintenant que les députés libéraux ont l'appui des députés de l'Atlantique qui ont exprimé les mêmes préoccupations en affirmant que, puisque nous avons un système parlementaire libre, les députés conservateurs de l'Atlantique doivent se joindre à nous pour protester contre les mesures prises.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Je constate que le député d'Annapolis ne dit rien et garde la tête basse, ce qui est plutôt inhabituel chez lui, mais, quoi qu'il en soit, je reconnais qu'il est un ami de longue date et je suis convaincu qu'il se fait un véritable cas de conscience de cette question particulière.

La situation, monsieur le Président, c'est que si vous vivez ailleurs qu'à Vancouver, Toronto ou Montréal, vous êtes victime de la concentration du pouvoir, de la déréglementation et de la privatisation de nos services de transport, du démantèlement de nos services postaux ruraux parce que le gouvernement conservateur actuel a renié 120 années d'édification d'une nation où tous devraient recevoir les mêmes services et un traitement égal. Le gouvernement conservateur est partisan inconditionnel du libre marché sans contrainte aucune.